

Annonces classées

87

ANNONCES LÉGALES ET ADMINISTRATIVES



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATIONS N°7 ET N°8 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE COUZEIX

OBJET DE L'ENQUÊTE ET PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE

Par arrêté n°26643 en date du 06/05/2025, le Président de Limoges Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, pour les modifications n°7 et n°8 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Couzeix concernant le phasage des Orientations d'Aménagement et de Programmation (Modification n°7) et la création des Orientations d'Aménagement et de Programmation sur le secteur du centre-bourg et de Villageas (Modification n°8).

Toute information concernant le dossier peut être demandée auprès de Monsieur le Président de Limoges Métropole, 19 rue Bernard Palissy, 87000 LIMOGES. (Tél. : 05 55 10 66 80 ; courriel : urbanisme-plu@limoges-metropole.fr)

COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

M. Maurice CHARBONNIER, Cadre supérieur de La Poste, en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée, par décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Limoges en date du 07 avril 2025.

DURÉE DE L'ENQUÊTE

L'enquête publique se déroulera du **lundi 02 juin 2025 à partir de 09h00 jusqu'au mercredi 18 juin 2025 à 17h00, soit pendant 17 jours consécutifs.**

COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier soumis à enquête publique est constitué conformément à l'article R.153-8 du code de l'urbanisme et à l'article R.123-8 du code de l'environnement. Il comprend notamment : les actes administratifs inhérents à la procédure, la notice de présentation du projet (laquelle comprend entre autres des informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête), l'avis conforme de la Mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) ne soumettant pas la procédure à évaluation environnementale et les avis des personnes publiques associées et des organismes consultés.

ACCÈS AU DOSSIER

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier papier sera tenu à la disposition du public, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public :

- A la mairie de Couzeix, située au 176 avenue de Limoges, 87270, Couzeix, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

- Au siège de Limoges Métropole, (siège de l'enquête publique), situé au 19 rue Bernard Palissy, 87000 Limoges, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00. Le dossier y sera également consultable gratuitement sur un poste informatique, aux mêmes lieu et horaires d'ouverture.

Ce dossier sera également consultable sur les sites internet de la commune de Couzeix (<https://www.couzeix.fr>), et de Limoges Métropole (<http://www.limoges-metropole.fr>), onglet « Les enquêtes publiques »). Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Limoges Métropole.

PARTICIPATION DU PUBLIC ET PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations :

- Sur des registres tenus à disposition du public, à la mairie de Couzeix (176 avenue de Limoges, 87270 Couzeix) et au siège de Limoges Métropole (19 rue Bernard Palissy, 87000 Limoges), aux jours et heures d'ouverture au public ;

- Par courrier, à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : Limoges Métropole, 19 rue Bernard Palissy, 87000 Limoges ;

- Par courrier électronique, à l'adresse suivante : enquete-m7-m8-couzeix@limoges-metropole.fr

Les observations reçues par voie électronique seront consultables sur le site internet de Limoges Métropole (<http://www.limoges-metropole.fr>), onglet « Les enquêtes publiques »).

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public :

- Le **lundi 02 juin 2025 de 09h00 à 12h00**, à la mairie de la commune de Couzeix (176 avenue de Limoges, 87270 Couzeix) ;

- Le **vendredi 13 juin 2025 de 14h00 à 17h00**, à la mairie de la commune de Couzeix (176 avenue de Limoges, 87270 Couzeix) ;

- Le **mercredi 18 juin 2025 de 14h00 à 17h00**, à la mairie de la commune de Couzeix (176 avenue de Limoges, 87270 Couzeix).

ISSUE DE L'ENQUÊTE

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, transmis au Président de Limoges Métropole dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête publique, seront tenus à la disposition du public pendant un an à la Préfecture de la Haute-Vienne, au siège de Limoges Métropole et à la mairie de Couzeix, ainsi que sur leurs sites internet.

Les procédures de modifications n°7 et n°8 du PLU de Couzeix, dont les projets seront éventuellement modifiés pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, seront soumises pour approbation au conseil communautaire de Limoges Métropole.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA HAUTE-VIENNE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Conformément aux dispositions de l'arrêté interpréfectoral en date du 27 mai 2025, il sera procédé à une enquête publique d'une durée de trente-et-un jours (31) jours consécutifs, du **lundi 23 juin 2025 à 9 h au mercredi 23 juillet 2025 à 12 h**, au sujet de la demande de déclaration d'intérêt général au titre des articles R.214-88 et suivants du code de l'environnement, pour la mise en œuvre d'actions relatives à l'accord de territoire Bassin Gartempe Amont, sollicitée par le Syndicat Mixte Contrat de Rivière Gartempe.

Communes concernées :

- Haute-Vienne : Ambazac, Arnac-la-poste, Azat-le-Ris, Balledent, Bellac, Berneuil, Bersac-sur-Rivalier, Bessines-sur-Gartempe, Blanzac, Blond, Breuilhaur, Chamboret, Châteauponsac, Comprégnac, Dinsac, Dominique-les-Églises, Droux, Folles, Fromental, Jabreilles-les-Bordes, La Bazouge, La Croix-sur-Gartempe, Saint-Jouvent, Saint-Junien-les-Combes, Laurière, Le Buis, Le Dorat, Magnac-Laval, Nantiat, Oradour-Saint-Genest, Peyrat-de-Bellac, Rancon, Razès, Saint-Amand-Magnazeix, Saint-Bonnet-de-Bellac, Saint-Hilaire-la-Treille, Saint-Jouvent, Saint-Junien-les-Combes, Saint-Léger-la-Montagne, Saint-Léger-Magnazeix, Saint-Ouen-sur-Gartempe, Saint-Pardoux-le-Lac, Saint-Sornin-la-Marche, Saint-Sornin-Leulac, Saint-Sulpice-Laurière, Saint-Sylvestre, Tersannes, Thouron, Val-d'Issoire, Val-d'Oire-et-Gartempe, Vaulry, Villefavard ;

- Creuse : Arrènes, Augères, Aulon, Bénévent-l'Abbaye, Ceyroux, Chambrand, Fleurat, Fursac, Gartempe, Guéret, La Brionne, La Chapelle-Taillefert, La Souterraine, Le Grand-Bourg, Lépinas, Lizières, Maisonnisses, Marsac, Montaigut-le-Blanc, Mauroux-Vieilleville, Noth, Peyrabout, Saint-Christophe, Saint-Eloi, Saint-Goussaud, Saint-Léger-le-Guérétois, Saint-Maurice-la-Souterraine, Saint-Priest-la-Feuille, Saint-Priest-la-Plaine, Saint-Silvain-Montaigut, Saint-Sulpice-le-Guérétois, Saint-Vaury, Saint-Victor-en-Marche, Sardent, Savennes. Un exemplaire du dossier d'enquête en support papier comprenant les informations environnementales sera déposé en mairies de Châteauponsac (siège de l'enquête publique), de Peyrat-de-Bellac et de Le Grand-Bourg (mairies de permanences) pendant toute la durée de l'enquête, afin que chacun puisse en prendre connaissance, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux. Le dossier dématérialisé sera consultable sur le site internet des services de l'État en Haute-Vienne :

<https://www.haute-vienne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques>

Le public pourra également en prendre connaissance en le consultant à partir d'un poste informatique installé dans les locaux du PASTEL situés 22 rue des Pénitents Blancs à Limoges (Haute-Vienne) pendant les jours et heures d'ouverture du public. Il conviendra de contacter préalablement le service eau environnement forêt de la direction départementale des territoires de la Haute-Vienne au 05.19.03.21.69 ou 05.19.03.21.46.

Les observations et propositions pourront être consignées sur le registre à feuillets non mobiles ouvert à cet effet, en mairies de Châteauponsac, de Peyrat-de-Bellac et de Le Grand-Bourg ou être formulées par écrit et adressées à la mairie de Châteauponsac (1 place de la République - 87290 Châteauponsac), à l'attention du commissaire enquêteur, qui les visera et les annexera au registre d'enquête, ou par mél :

iota.dat-87@equipement-agriculture.gouv.fr

Toute observation, tout courrier, tout document réceptionnés avant le début ou après la clôture de la présente enquête ne pourront pas être pris en considération.

Des informations sur le projet pourront être sollicitées auprès du Syndicat Mixte Contrat de Rivière Gartempe - tél : 05.19.37.00.52 - mél : contact@cr-gartempe.com M. François PROJETTI, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts en retraite, a été désigné commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif de Limoges et recevra le public comme ci-après :

- **mairie de Châteauponsac lundi 23 juin 2025 de 9 h à 12 h**

- **mairie de Le Grand-Bourg mercredi 9 juillet 2025 de 14 h à 17 h**

- **mairie de Peyrat-de-Bellac vendredi 18 juillet 2025 de 9 h à 12 h**

À l'issue de l'enquête, la décision susceptible d'intervenir est une déclaration d'intérêt général prise par arrêté interpréfectoral.

Dans un délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur aux mairies de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront également disponibles sur le site internet des services de l'État dans la Haute-Vienne où ils seront à la disposition du public pendant un an, à l'adresse suivante :

<https://www.haute-vienne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques>



AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

Consultation du public sur la demande de prolongation du permis exclusif de recherches de mines dit permis « Douillac » sollicitée par la société par actions simplifiée Compagnie des Mines Arédiennes dans le département de la Haute-Vienne (87)

Une consultation du public dématérialisée va être organisée **à partir du mercredi 25 juin 2025** sur le site Internet du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, rubrique « consultations publiques » :

<https://www.economie.gouv.fr/consultations-publiques>

et ce, pour une durée de trente jours.

La société Compagnie des Mines Arédiennes a sollicité le 11 décembre 2023 une demande de prolongation d'un permis exclusif de recherches de mines d'or, argent, antimoine, tungstène, étain, molybdène, lithium, niobium, tantalite, cuivre, zinc, plomb, béryllium, cobalt, germanium, indium, platine, terres rares et substances connexes dit permis « Douillac » sur une superficie de 7,11 km² environ dans le département de la Haute-Vienne. La durée sollicitée est de 5 ans.

La société Compagnie des Mines Arédiennes dont le siège social est situé 18, place Winston Churchill, 87 000 Limoges,

<https://www.minesarediennes.fr/>

a été immatriculée sous le numéro 889 565 842 au registre du commerce et des sociétés d'Orléans.

Cette consultation, prévue au titre de l'article 7 de la Charte de l'environnement, constitue une étape obligatoire de la procédure d'instruction d'une demande de prolongation de concession de mines, susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, conformément à l'arrêté du 3 avril 2025 (TECD2503411A) soumettant les décisions d'octroi, d'extension ou de prolongation de titres régis par le code minier à évaluation environnementale, pris en application du III de l'article R. 122-17 du code de l'environnement. Elle est menée dans les conditions fixées par les articles L.123-19 et R.123-46-1 du code de l'environnement.

Les conditions de prolongation des permis de recherches exclusifs sont définies aux articles L132-1 et suivants du code minier. L'autorité compétente pour prendre les décisions de prolongation des titres miniers est le ministre chargé des mines - Ministère de l'Économie 139 rue de Bercy 75012 Paris. L'autorité auprès de laquelle peuvent être obtenus des renseignements et des observations est le Bureau de la politique des ressources minérales non énergétiques - 1, Place Carpeaux 92 005 La Défense Cedex - boîte à lettre électronique : consultations.earm2.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr

Au terme de cette participation du public, la prolongation du permis exclusif de recherches de mines dit « Douillac » pourra être acceptée en totalité ou partiellement ou refusée par arrêté du ministre chargé des mines.

L'Autorité environnementale a rendu le 10 avril 2025 les avis n° 2025-06 et n° 2025-11 sur cette demande ; cet avis est visible sur le site Internet de l'Inspection générale de l'Environnement et du Développement durable (IGEDD) : Accueil/L'Autorité environnementale/Avis rendus 2025.

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE

Direction départementale des territoires de la Haute-Vienne

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC PARALLÉLISÉE

La SCEA Domaine de Berneuil a présenté une demande d'autorisation environnementale en vue de la régularisation du plan d'eau de Francour à Saint-Junien-les-Combes. La demande relève de la rubrique 3.2.3.0 (A) de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (art. R214-1 du code de l'environnement).

L'arrêté préfectoral en date du 2 juin 2025 prescrit **l'ouverture d'une consultation du public parallélisée du lundi 23 juin 2025 à 9 h au vendredi 26 septembre 2025 à 17 h, soit pendant 96 jours consécutifs.**

Mme Michèle PETITJEAN-DELMON est désignée en qualité de commissaire enquêteur et M. Bernard CROUZEVALLE est désigné en qualité de suppléant. Elle se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations écrites et orales, à la mairie de Saint-Junien-les-Combes - **1 rue du 8 mai 1945 - 87300 Saint-Junien-les-Combes :**

*** le jeudi 17 juillet 2025 de 9 h à 12 h**

*** le jeudi 11 septembre 2025 de 9 h à 12 h.**

Deux réunions publiques sont par ailleurs organisées à la salle des fêtes de Saint-Junien-les-Combes :

*** réunion d'ouverture le lundi 7 juillet 2025 de 18 h à 20 h**

*** réunion de clôture le jeudi 4 septembre 2025 de 18 h à 20 h.**

Pendant la durée de la consultation, le public pourra consulter le dossier :

* dans la mairie de Saint-Junien-les-Combes, aux jours et heures habituels d'ouverture

* sur le site internet des services de l'État en Haute-Vienne à l'adresse suivante :

<https://www.haute-vienne.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public>

* sur le site internet créé à cet effet :

<https://www.registre-dematerialise.fr/6340>

Toute information relative au dossier pourra être demandée au représentant du porteur de projet, M. Pascal NOWAK de la SCEA Domaine de Berneuil, représenté par le bureau d'études Conseils Etudes Environnement (CEE), courriel : accueil@cee-ingenierie.fr, téléphone : 05 55 70 98 87.

Le public pourra formuler ses observations :

* sur le registre à feuillets non mobiles dans la mairie de Saint-Junien-les-Combes, pendant toute la durée de la consultation, aux jours et heures habituels d'ouverture

* sur le registre électronique en ligne accessible à cette adresse :

<https://www.registre-dematerialise.fr/6340>

* par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, à la mairie de Saint-Junien-les-Combes (1 rue du 8 mai 1945 - 87300 Saint-Junien-les-Combes).

Toute observation, tout courrier, tout document réceptionnés avant le début ou après la clôture de la présente participation ne pourront pas être pris en considération.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est un arrêté préfectoral portant autorisation environnementale ou portant refus.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur :

* à la mairie de Saint-Junien-les-Combes et à la préfecture

* sur le site internet des services de l'État en Haute-Vienne

* sur le site internet créé à cet effet où ils seront à la disposition du public pendant un an.

272466



AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

Consultation du public sur la demande d'extension du permis exclusif de recherches de mines dit permis « Douillac » sollicitée par la société par actions simplifiée Compagnie des Mines Arédiennes dans les départements de la Haute-Vienne (87) et de la Dordogne (24)

Une consultation du public dématérialisée va être organisée **à partir du mercredi 25 juin 2025** sur le site Internet du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, rubrique « consultations publiques » :

<https://www.economie.gouv.fr/consultations-publiques>

et ce, pour une durée de trente jours.

La société Compagnie des Mines Arédiennes a sollicité le 11 décembre 2023 une demande d'extension d'un permis exclusif de recherches de mines d'or, argent, antimoine, tungstène, étain, molybdène, lithium, niobium, tantalite, cuivre, zinc, plomb, béryllium, cobalt, germanium, indium, platine, terres rares et substances connexes dit permis « Douillac » sur une superficie de 297,77 km² environ dans les départements de la Haute-Vienne et de la Dordogne. La durée sollicitée est de 5 ans.

La société Compagnie des Mines Arédiennes, dont le siège social est situé 18, place Winston Churchill, 87000 Limoges,

<https://www.minesarediennes.fr/>

a été immatriculée sous le numéro 889 565 842 au registre du commerce et des sociétés d'Orléans.

Cette consultation, prévue au titre de l'article 7 de la Charte de l'environnement, constitue une étape obligatoire de la procédure d'instruction d'une demande de prolongation de concession de mines, susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, conformément à l'arrêté du 3 avril 2025 (TECD2503411A) soumettant les décisions d'octroi, d'extension ou de prolongation de titres régis par le code minier à évaluation environnementale, pris en application du III de l'article R. 122-17 du code de l'environnement. Elle est menée dans les conditions fixées par les articles L.123-19 et R.123-46-1 du code de l'environnement.

Les conditions de prolongation des permis de recherches exclusifs sont définies aux articles L132-1 et suivants du code minier. L'autorité compétente pour prendre les décisions de prolongation des titres miniers est le ministre chargé des mines - Ministère de l'Économie 139 rue de Bercy 75012 Paris. L'autorité auprès de laquelle peuvent être obtenus des renseignements et des observations est le Bureau de la politique des ressources minérales non énergétiques - 1, Place Carpeaux 92 005 La Défense Cedex - boîte à lettre électronique : consultations.earm2.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr

Au terme de cette participation du public, l'extension du permis exclusif de recherches de mines dit « Douillac » pourra être acceptée en totalité ou partiellement ou refusée par arrêté du ministre chargé des mines.

L'Autorité environnementale a rendu le 10 avril 2025 les avis n° 2025-06 et n° 2025-11 sur cette demande ; cet avis est visible sur le site Internet de l'Inspection générale de l'Environnement et du Développement durable (IGEDD) : Accueil/L'Autorité environnementale/Avis rendus 2025.

272501

RESTEZ EN VEILLE
et saisissez de nouvelles
opportunités d'affaires

Une solution de Centre France Pub

LA RÉFÉRENCE LOCALE
des appels d'offres !

04 73 17 31 27
legales@centrefrance.com

Une solution de Centre France Pub